



## HAÏTI

# La vie avant la reconstruction

Haïti

# Port-au-Prince à ciel ouvert

Cinq semaines après le séisme qui l'a éventrée, la capitale haïtienne est devenue un vaste bidonville. Un second cataclysme guette: les pluies, qui vont balayer les camps de fortune



Eitan Abramovich/ AFP

### Port-au-Prince

Envoiyé spécial

Antoine Malo

**CHAQUE JOUR**, pendant trois semaines, Emmanuela Edma a pleuré. Puis elle a fini par se résoudre à « retrouver la vie ». Faire le deuil de son bébé, né le 11 janvier et auquel elle n'avait pas encore trouvé de prénom. Il est mort le lendemain, sur le lit familial, écrasé sous un bloc de béton. Ce 12 janvier, le tremblement de terre, qui a fait au moins 217.000 morts et 1,2 million de sans-abri en Haïti, a tout emporté: la maison et l'enfant d'Emmanuela. « Il faut bien repartir », souffle timidement la jeune femme, en tirant sur le drap qui lui sert de toit, place du Champ-de-Mars, au cœur de Port-au-Prince.

Repartir, rebâtir, revivre. Dans la capitale haïtienne, cinq semaines après la catastrophe, c'est le message que les autorités veulent faire passer. Le président René Préval en a fait un slogan (« *Ayiti pap Peri, Ayiti Paka Peri* », « Haïti ne périra pas, Haïti ne saurait périr »), désormais imprimé sur des banderoles et des tee-shirts. Les évangélistes et prêtres de tout poil, qui beuglent la nuit tombante dans des chapelles improvisées, en font leur sermon.

### Port-au-Prince est devenu une ville de bidonvilles

De fait, une activité presque frénétique a repris dans la capitale. Des bulldozers s'activent dans certains quartiers du centre pour évacuer les gravats. Des centaines d'habitants s'emploient dans les décombres à récupérer ce qui peut l'être. Autre signe: traverser Port-au-Prince en voiture est redevenu un enfer. L'aéroport a également rouvert ses pistes aux vols commerciaux

hier, et les étals des marchés sont désormais bien garnis.

Les premiers signes d'un nouveau ? Difficile pourtant d'envisager sérieusement une quelconque reconstruction quand on voit l'état de la ville. Masses de béton avachies sur la route, odeur âcre des derniers morts coincés sous les décombres, files interminables de sinistrés attendant une hypothétique distribution de nourriture. Et ces milliers de tentes qui envahissent trottoirs et places.

Alors, certes, la vie a repris ses droits à Port-au-Prince. Sauf qu'ici la vie a toujours été une garce, royale pour les possédants, indigne pour les autres. A Pétionville, le quartier chic situé sur les hauteurs, on revêt presque normalement, avec des rayons de supermarchés gavés comme en Europe. Pour les autres habitants, dont l'écrasante majorité ne travaille pas, c'est la loi de la débrouille dans des camps de fortune à Carrefour-Feuilles, au Champ-de-Mars, à Canapé-Vert... Au total, il y aurait 600 de ces regroupements sauvages dans toute la capitale.

Ce que les organisations humanitaires craignaient est en train de se produire. Port-au-Prince est devenu une ville de bidonvilles. Et ses 500.000 sans-abri semblent s'être résignés à devenir des errants. « J'ai entendu qu'ils voulaient rebâtir la ville. Mais moi, pour l'instant, je suis ici », lâche Emmanuela. Son « ici » se résume à 4 m<sup>2</sup> donnant directement sur la route où passent des centaines de voitures par heure. Quatre piquets de bois soutiennent un drap tendu. Sur le sol, deux cartons, les matelas pour elle et son mari. Pour sa toilette, la jeune femme fait comme tout le monde: à la cuvette, dans la rue, sauf « pour les parties intimes ». Mais tout cela l'épuise. « J'ai des coliques, les

médecins m'ont dit que c'était à cause des mauvaises conditions d'hygiène. » « Si l'on respectait les normes humanitaires de base, ce camp du Champ-de-Mars ne devrait accueillir que 5.000 personnes. Or, elles sont 18.000 », explique David Bridier, de Médecins du monde.

### Le business lucratif des coupons de ravitaillement

Tous ne mangent pas à leur faim. S'il y a bien des distributions de nourriture, généralement encadrées par des soldats de la Minustah, la mission de l'ONU pour Haïti, ou par quelques-uns des 13.000 GI toujours présents à Port-au-Prince, elles ne profitent pas à tous. « Je n'ai jamais reçu de coupons », explique Rosemond Pierre, qui a perdu sa femme et ses deux enfants dans le séisme, « ce sont les voisins qui me donnent à manger ». « Les coupons, ils les donnent aux jolies filles qui les revendent après », assure un voisin. Un business lucratif: le coupon qui donne droit à un sac de riz se négocie 250 gourdes (4,65 euros). Les sacs de riz eux-mêmes se revendent sur le marché. « L'ONU est dépassée, témoigne un humanitaire. Il n'y a pas eu de recensement dans les camps pour cibler les besoins. Certains en profitent. »

Ce qui manque, surtout, ce sont des tentes, ou, mieux, des bâches. Car cette semaine, la pluie est tombée sur la capitale. Et ce n'est que le début. Certains camps ne résisteront pas. Comme le plus grand de la ville, celui de Delmas-42, construit à flanc de colline, où 45.000 personnes sont réfugiées. Pour l'instant, une vie de village s'y est instaurée malgré des conditions d'hygiène très précaires. Des coiffeurs mais aussi des vendeurs de chargeurs de portables y ont même ouvert des échoppes. Mais tous savent que cela sera de

courte durée. « Quand, fin mars, la saison des pluies arrivera, l'eau emportera tout, anticipe Pierre Yves Junior, l'un des délégués du camp. Je ne sais pas ce que nous allons faire. » Pourquoi ne pas partir en province, comme les 500.000 habitants de la capitale qui l'ont déjà fait? « Qu'est-ce que j'irais faire là-bas? répond Widline Bommier, une mère de famille. Moi, je suis née ici. Et le travail, c'est ici qu'on le trouve. » Jesulya Georges, une voisine, est moins catégorique. Elle attend seulement « des instructions du

gouvernement ».

Mais justement le gouvernement, totalement désorganisé par le tremblement de terre, ne donne pas d'instructions. Des commissions ont été créées pour la reconstruction et la décentralisation du pays. Mais pour le court terme, l'indécision règne. Il faut pourtant, d'urgence, reloger les victimes dans des camps provisoires plus appropriés. Des sites à la périphérie de Port-au-Prince ont bien été sélectionnés. Mais certains sont situés sur des terrains privés et leurs proprié-  
taires

ne veulent pas entendre parler des sinistrés sur leur sol. Déjà, certains camps de la ville ont été évacués manu militari, sans qu'aucune solution de repli n'ait été proposée. « De toute façon, au mieux, 60 % des tentes et bâches seront distribuées avant la saison des pluies », affirme un responsable d'ONG. Autant dire qu'un nouveau drame humanitaire va se jouer à Port-au-Prince. Cette fois, tout le monde sait quand la catastrophe arrivera.



Javier Galeano/AP/SIPA



Dario Lopez/Mills/AP/SIPA

Une femme sauve des eaux quelques vivres encore récupérables.



Dario Lopez/Mills/AP/SIPA

Au cœur des ruines, les habitants évacuent les gravats à la main.

**Sur la place du Champ-de-Mars, les Haïtiens les plus pauvres s'entassent sur un camp de fortune qui sera fatalement dévasté, en mars, par la saison des pluies.**